

Droit, Économie, Gestion Mention Droit privé Spécialité Droit de l'emploi et des relations sociales

RNCP18168 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	315, 128
Code(s) ROME	K1903, K1502, M1503
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Franche-Comté - Besançon

<http://www.univ-fcomte.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le titulaire du Master Droit de l'emploi et des relations sociales exerce au sein d'entreprises, d'organisations, en cabinet, en profession libérale, au sein d'un service de l'Etat ou d'une collectivité. Il conduit 5 missions essentielles :

Traitement de l'information :

Il recherche les informations juridiques, économiques et sociales

Il rédige des notes de synthèse

Il assure une veille juridique en matière sociale

Rédaction :

Il rédige, modifie et assure le suivi des contrats de travail ou tout acte juridique relatif aux rapports d'emploi

Il négocie, rédige, modifie, assure le suivi des accords collectifs de travail, contrats d'assurance de prévoyance, contrat de gestion des fonds d'épargne salariale)

Il rédige les formulaires destinées aux différentes administrations (Dirrecte, organisme de sécurité sociale).

Conseil :

Il garantit le respect du cadre juridique d'exercice des relations sociales dans l'entreprise

Il conduit ou vient en appui de projets dans une optique d'optimisation du recours au droit social

Il prévient et règle les litiges sociaux

Gestion :

Il gère au quotidien les ressources humaines

Il accompagne les entreprises dans leur démarche d'anticipation des évolutions sociales (notamment gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, restructurations

Il organise des conférences sur un sujet juridique

Défense

Il prépare un dossier voire plaide devant le Conseil des Prud'hommes ou le Tribunal des affaires de sécurité sociale (la représentation par avocat n'est pas obligatoire).

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du diplôme est capable de

- Préciser la réglementation applicable à une situation factuelle donnée (il connaît par conséquent la réglementation sociale française, européenne et internationale)
- Analyser un texte, une décision de justice, en précisant son sens et sa portée (il est par conséquent en mesure d'identifier les évolutions dans la réglementation en vigueur)
- Rechercher une information juridique en consultant la documentation appropriée (il est capable de faire le tri parmi les différentes ressources disponibles pour repérer celle qu'il recherche et l'analyser pour apprécier sa pertinence avant de l'utiliser)
- Rédiger un acte juridique
- Rédiger une synthèse (il maîtrise parfaitement le vocabulaire juridique)
- Proposer une stratégie pertinente, en précisant les enjeux et les conséquences juridiques des choix effectués.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Entreprises,
- Organisations,
- Cabinet,
- Profession libérale,
- Service de l'Etat
- Collectivité.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Métiers directement accessibles :

- Juriste d'entreprise (droit social)
- Juriste d'organisations professionnelles (syndicat/organisation patronale)
- Adjoint au directeur des ressources humaines
- Directeur des relations sociales
- Journaliste de l'information sociale
- Permanents d'organismes de formation
- Cadre dans un organisme de protection sociale
- Responsable de la veille juridique en matière sociale
- Métiers accessibles après un examen ou par voie de concours :
- Avocat
- Inspecteur du travail
- Dirigeant des organismes de sécurité sociale
-

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible, Intensité d'embauche
Salaire médian (mensuel)	2 492 €

Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	9 583
Jugés difficiles à recruter	30 %
Emplois saisonniers	7 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs L5X91 — Juristes et avocats L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'Enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION
idem

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE
Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants-chercheurs, enseignants et professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

- Site de l'UFR SJEPG: <http://sjepg.univ-fcomte.fr>
- Site de l'Université de Franche-Comté : <http://www.univ-fcomte.fr>

Université de Franche-Comté

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/18168/>